

Besoin de services professionnels centrés sur les SOLUTIONS (SPTS)

Le présent marché est passé pour le compte de : **Emploi et Développement social Canada (EDSC)**.

Il est ouvert seulement aux **titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement sous E60ZT-16TSPS** qui sont qualifiés pour le Palier 1 (**0 \$ à 3.75M \$**) pour la ou les catégorie (s) suivantes :

Services-conseils en affaires et services de gestion du changement
Catégorie : [2.12 Expert-conseil en services d'évaluation](#)

Les entreprises suivantes ont été invitées à présenter une proposition :

1. [Bell Browne Molnar and Delicate Consulting Inc.](#)
2. [DPRCA Canada Incorporated](#)
3. [FERENCE & COMPANY CONSULTING LTD.](#)
4. [Goss Gilroy Inc.](#)
5. [HumanSystems Incorporated](#)
6. [KORN FERRY \(CA\) LTD. KORN FERRY \(CA\) LTEE.](#)
7. [MNP LLP](#)
8. [Modis Canada Inc](#)
9. [NATTIQ INC.](#)
10. [PRA Inc.](#)
11. [R.A. Malatest & Associates Ltd.](#)
12. [Research Power \(N.S.\) Inc.](#)
13. [SALASAN Consulting Inc.](#)
14. [Samson & Associés CPA/Consultation Inc](#)
15. [The Social Research and Demonstration Corporation](#)

Description du besoin :

Emploi et Développement social Canada (EDSC) cherche à retenir les services d'un consultant en évaluation (l'entrepreneur) pour effectuer une évaluation sommative du Fonds pour le rétablissement des services communautaires (FESC).

L'entrepreneur évaluera la conception du programme par rapport aux résultats escomptés afin d'éclairer l'orientation stratégique future. L'entrepreneur intégrera l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) à l'évaluation afin d'évaluer dans quelle mesure le FRSC a mobilisé les organismes de services communautaires (OSC) qui servent et dirigent des collectivités diversifiées, croisées et méritantes de l'équité.

L'évaluation fera appel à de multiples méthodes de collecte de données, y compris, mais sans s'y limiter :

- Examen des documents et des fichiers de données du programme;
- Entrevues avec des informateurs clés avec des OSC financées et des responsables de programme;
- Études de cas de bailleurs de fonds nationaux; et
- Enquête auprès des OSC qui ont présenté une demande au CSRF.

L'entrepreneur sera responsable de l'élaboration d'un rapport méthodologique qui décrit la conception de l'évaluation sommative proposée en consultation et avec l'approbation finale du chargé de projet. Le présent rapport devrait tenir compte des sources de données proposées dans le

présent énoncé des travaux; toutefois, l'entrepreneur peut recommander une autre approche en fonction de son expertise.

On demandera également à l'entrepreneur de préparer les instruments de collecte de données pour chacune des sources de données décrites dans son rapport méthodologique. De plus, l'entrepreneur sera responsable de la collecte de données, de l'analyse et de la création de rapports techniques pour chaque source de données, en plus de rédiger un rapport d'évaluation sommative.

L'évaluation doit couvrir la période allant de la fin de l'exercice 2021-2022 à la fin de l'exercice 2024-2025. On s'attend à ce que l'entrepreneur termine la majorité des sources de données et des produits livrables associés à l'évaluation sommative d'ici la fin de l'exercice 2024-2025.

L'entrepreneur complétera toutes les sources de données en suspens et soumettra tous les produits livrables restants d'ici le 31 mars 2025.

Niveau de sécurité :

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit, en tout temps pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, être titulaire d'une vérification de sécurité d'organisation désignée (DOS) valide assortie d'une protection des documents au niveau B protégé, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Le personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant qui a besoin d'accéder à des renseignements, à des biens ou à des lieux de travail **protégés** doit détenir une cote de fiabilité valide, accordée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. L'entrepreneur **ne doit pas** utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements protégés tant que le PSC, TPSGC, n'a pas donné son approbation écrite. Une fois l'agrément accordé ou approuvé, ces tâches peuvent être autorisés jusqu'au niveau de **protégés B**.
4. Les contrats de sous-traitance qui comportent des exigences en matière de sécurité **ne doivent pas** être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions :
 - a. Liste de vérification des exigences en matière de sécurité et guide de sécurité (s'il y a lieu), joints à l'annexe C
 - b. Manuel de sécurité des contrats (dernière édition)

Accords commerciaux qui s'appliquent :

Accord de libre-échange canadien (ALEC)
Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECC)
Accord de libre-échange Canada-Colombie
Accord de libre-échange Canada-Honduras
Accord de libre-échange Canada-Corée
Accord de libre-échange Canada-Panama

Durée du contrat proposé :

La période du contrat proposée sera à compter de la date de signature du contrat jusqu'au 31 mars 2025.

Numéro de dossier : 1000118713

Autorité contractante :

Courriel : julie.barrette@hrsdc-rhdcc.gc.ca

REMARQUE : La méthode d'approvisionnement des services professionnels centrés sur les tâches et solutions (SPTS) est mise à jour chaque trimestre. Si vous désirez savoir comment vous pouvez devenir un « titulaire d'AA qualifié », veuillez communiquer avec SPTS.TSPS@TPSGC-PWGSC.GC.CA